

PAS DE FRONT UNIQUE SANS POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Rarement la situation française a été aussi explosive; rarement aussi elle a été aussi stagnante que depuis quelques mois. La guerre d'Algérie se poursuit, sans que les forces de l'ordre colonialiste soient à même de remporter le moindre succès véritable. Partout dans le monde, y compris dans les pays impérialistes dirigeants, une même volonté d'en finir se fait jour. Le gouvernement français craint la prochaine session de l'ONU. Et pourtant, en France, tout continue comme devant. L'Assemblée Nationale a voté sans trop se faire prier, l'extension à la métropole des pouvoirs spéciaux. On discute à l'amiable du projet de loi-cadre pour l'Algérie, sans qu'aucune voix ne vienne crier qu'il ne s'agit que d'une infamie nouvelle, destinée à perpétuer l'exploitation colonialiste, sous le masque d'un libéralisme inconsistant.

Dans le domaine économique, le tableau est identique. Le ministre des Finances manipule la monnaie, tente de bloquer prix et salaires, fait retomber les conséquences de ses œuvres sur les travailleurs. Malgré cela, les réactions ouvrières n'en sont encore qu'au stade de la protestation. En 1953, le train de décrets-lois Laniel atteignait moins directement le niveau de vie des salariés; il n'en a pas moins été à l'origine des grandes grèves d'août.

On pourrait analyser à l'infini les causes de ce pourrissement; la principale n'en restera pas moins l'attitude des directions ouvrières, de la direction communiste en premier lieu. Au début de 1956, le peuple se dressait spontanément contre la guerre d'Algérie; manifestations et grèves se succédaient en province, gagnant de proche en proche les centres industriels décisifs. La seule aide apportée au mouvement par les dirigeants communistes fut le vote des pouvoirs spéciaux, le soutien systématique de Mollet et de sa pacification algérienne, contre laquelle se dressait le peuple de France. Quoi de surprenant à ce que les luttes soient vite retombées? Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'aujourd'hui encore nous payions cet échec?

LE P.C.F. LUTTE-T-IL POUR LE FRONT UNIQUE?

Pour sortir de ces difficultés, il faudrait développer une campagne systématique, incessante pour créer les conditions d'une offensive ouvrière. Est-ce cela qu'a compris tardivement le Bureau Politique du PCF? On peut voir en effet dans l'*Humanité* et la presse communiste un renouveau d'arguments en faveur du Front Unique communiste-socialiste. Va-t-on assister enfin à une attaque générale contre la bourgeoisie? Va-t-on voir les socialistes forcés de choisir entre leurs alliances bourgeoises et l'action prolétarienne?

Une remarque préalable: le Front Unique constitue un des soucis permanents du PCF. Mais il ne prend forme concrète que lors des rares occasions où la direction socialiste peut se trouver amenée à prêter l'oreille aux propositions communistes. Pour M. Thorez, bien plus qu'un moyen permanent d'atteindre les travailleurs influencés par la S.F.I.O., l'unité d'action est une façon de se rapprocher des dirigeants sociaux-démocrates, pour obtenir quelques concessions politiques. Lorsqu'il apparaît que cette tactique ne peut rencontrer de succès, des responsables stalinien cherchent d'autres alliés. Lors de l'avant-dernier Comité Central, Mendès-France fourbisait ses armes pour une attaque contre le gouvernement Mollet. L'espoir d'une « majorité républicaine » passait par le parti radical. Aussi vit-on Ducloux expliquer gravement que souvent le Front Populaire se réalisait avant le Front Unique, et qu'en conséquence il pouvait être juste de chercher d'autres alliés que les socia-

listes. Depuis lors, Mendès-France... Et maintenant c'est la S.F.I.O. qui se trouve à demi sur la voie de l'opposition. Aussi le P.C.F. clame-t-il à nouveau son désir unitaire. Mais, une fois de plus, le but de l'affaire est un rapprochement de sommet.

Le Front Unique n'est, d'ailleurs, qu'une méthode d'approche des masses qui suivent la direction socialiste. Il ne constitue pas par lui-même une politique, mais une tactique permettant de faire connaître la politique communiste aux travailleurs qui restent fermés à la propagande du P.C.F. Quels mots d'ordre, quelles perspectives viennent donner leur sens aux propositions d'unité d'action faites par les dirigeants stalinien?

ALGERIE: BIEN DIRE ET LAISSER FAIRE

L'ignominie de la sale guerre d'Algérie ne fait que se révéler chaque jour plus. Voici qu'Henri Alleg, dirigeant du Parti Communiste algérien, accuse ceux qui l'ont torturé. Maurice Audin, de la Faculté des Sciences, disparaît entre les mains de la police. *L'Express l'Observateur*, des journaux bourgeois protestent. Que fait l'*Humanité*? Elle proteste aussi, à peine un peu plus vigoureusement. Elle est saisie, car le gouvernement veut, en la frappant, arrêter une campagne qui le gêne: Que fait la direction du PCF? Elle encaisse le coup, alors qu'il fallait dépasser les limites d'une campagne de presse, porter l'affaire devant le pays, par une campagne de meetings. Le cas d'Alleg et d'Audin n'est pas moins affreux que celui de Sacco et Vanzetti, des Rosenberg, de toutes les victimes de la répression bourgeoise, pour lesquelles il a été possible de faire agir le peuple français.

Une occasion existait pourtant de faire repartir sur des bases nouvelles la lutte contre la grève d'Algérie. L'aveuglement de bien des jeunes soldats, pris dans la machine de la répression, la lassitude de beaucoup de travailleurs ne rend pas la guerre d'Algérie plus populaire qu'il y a un an. Mais sans stimulant politique, comment peut s'exprimer le mécontentement des masses? La meilleure des propagandes (et nous sommes loin du compte en cette matière) n'a qu'une valeur restreinte quand elle ne s'accompagne d'aucune action pratique. C'est ainsi que Le Pen a pu dérouler sa campagne sans grand obstacle — et surtout que se trouvent mille projets de statuts pour l'Algérie sans que la classe ouvrière soit à même d'imposer sa propre solution.

SALAIRES: A VOTRE GUISE

Sur le plan revendicatif, la situation est identique. La C.G.T. et le P.C. réclament une augmentation générale des salaires. C'est parfait. Ils cherchent à réaliser l'unité à la Commission Supérieure des Conventions collectives. On ne peut mieux! Mais ensuite?

Les organismes de ce type ne peuvent, du fait de leur composition, arracher des avantages sérieux si un mouvement puissant ne les soutient dans le pays. La direction stalinienne incite aux journées revendicatives. Mais nous sommes dans une situation où une augmentation générale des salaires remet en question toute la politique péniblement échafaudée par le gouvernement. Les travailleurs vont donc rencontrer la plus grande des résistances; ils auront à mener une bataille d'ensemble, à laquelle il faut se préparer. Il n'est pas question de jouer à la grève générale, sans que les conditions en soient immédiatement réunies. Il faut cependant préciser et chiffrer les revendications, tenter de coordonner les mouve-

ments embryonnaires. La tâche du PCF est de contribuer à surmonter la difficulté et l'ampleur de toute bataille à venir, en ouvrant une perspective politique claire, qui donne leur signification pleine aux luttes revendicatives.

QUE FAUT-IL FAIRE DE BOURGES?

Nous touchons là un aspect fondamental de la carence des dirigeants stalinien. Chaque jour, ils proclament leur volonté de changer de politique. La C.G.T. et le P.C. réclament une action à un visage net: elle a sa base dans les colonialistes d'Algérie, et elle se trouve aux bonnes places du gouvernement. C'est contre ce gouvernement qu'il faut lutter — ce qui est impossible si, en travaillant à sa chute, on n'indique pas en même temps pour quelle autre formule gouvernementale il faut lutter. Bourges-Maunoury a obtenu les pouvoirs spéciaux; c'est une arme redoutable entre ses mains; il peut s'en servir à n'importe quel moment. Le P.C.F. semble l'avoir oublié, car on chercherait vainement trace de la moindre tentative de lutte organisée contre cette loi réactionnaire. Quant à ses perspectives, elles demeurent toujours dans le vague: « respect de la majorité républicaine du 2 janvier ». Mais cette majorité n'existe plus. Et les seules forces progressives qui en sont sorties, les oppositions socialistes, tendent à chercher une autre formule. Ce n'est pas aider à leur victoire au sein de la SFIO que de laisser les perspectives d'avenir dans l'obscurité.

Le groupe communiste de l'Assemblée a demandé la convocation anticipée du Parlement. Il pourra peut-être, au prix de quelques manœuvres, contribuer à la chute du gouvernement. Mais la situation ne s'améliorera guère, tant que l'action parlementaire reste sans écho dans le pays, tant que le seul objectif qu'il se fixe reste un vague rapprochement, d'ailleurs irréalisable, avec des partis pleinement soumis à leur direction réactionnaire.

VERS DE NOUVELLES LUTTES?

Si l'issue de la situation dépendait de la seule politique du PCF, peu d'espoirs resteraient. *Aucune unité d'action réelle ne peut se bâtir sur une politique dont le trait essentiel est la passivité.* Dans le pays, à une plus ou moins longue échéance, des luttes se préparent. Démarrant sur le plan revendicatif, elles pourront avoir les plus grandes conséquences politiques. Elles indiqueront la base concrète d'un véritable Front Unique.

Mais toute la politique actuelle des organisations ouvrières indique que ces combats resteront sans direction. Bien au contraire le poids de la fausse orientation des responsables socialistes et stalinien pèsera sur le déroulement des combats à venir.

Toutefois c'est au travers de telles batailles que l'ensemble des travailleurs, et en premier lieu les militants communistes qui suivent encore Thorez, pourront prendre conscience de l'écart existant entre leurs aspirations et la ligne suivie par leurs dirigeants. L'essentiel, à l'heure actuelle, reste donc d'appuyer une propagande en faveur de la politique révolutionnaire par une action résolue dans les organisations où militent les cadres prolétariens du mouvement ouvrier français, afin d'impulser, de participer et de tirer les enseignements des combats de demain.

J. ROBLIN.

AIDEZ-NOUS! ABONNEZ-VOUS! SOUSCRIVEZ! SOUSCRIVEZ!